

Journal d' Afghanistan

Décembre 2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

nb : Taliban = Résistants

[41 morts et 34 blessés dans l'attentat à la bombe à la sortie d'une mosquée](#)

26/10/2012

Au moins 41 personnes ont été tuées et 34 autres, dont le chef de la police provinciale, ont été blessées dans l'attentat suicide perpétré vendredi à proximité d'une mosquée à Maimana, chef-lieu de la province afghane de Faryab, a appris Xinhua de source bien informée.

"Un kamikaze s'est fait exploser à proximité d'une mosquée au moment où la foule en sortait après les prières de l'Aïd al-Adah, vendredi matin vers 09h00 heure locale (04h30 GMT) à Maimana ; l'attentat a tué 41 personnes et en a blessé 34 autres", a déclaré Abdul Satar Bariz, gouverneur adjoint de la province.

En tout, 23 membres de la Police nationale afghane sont décédés, et le chef de la police provinciale Abdul Khaliq Aqsai a été blessé, a précisé M. Bariz.

Le kamikaze s'est dissimulé en revêtant un uniforme de police, a-t-il fait savoir, expliquant par ailleurs que le dispositif de sécurité avait été renforcé et que des responsables de haut rang de la province participaient aux prières à la mosquée Eid Gah, la plus grande mosquée de la ville.

Le bilan pourrait s'alourdir car plusieurs blessés sont dans un état critique, a prévenu M. Bariz.

La fête de l'Aïd al-Adha, ou fête du sacrifice, fait partie des célébrations les plus importantes pour les musulmans.

<http://french.cri.cn/621/2012/10/26/301s299978.htm#.UIqvjmf1Hgs>

[Deux Américains, deux Britanniques et un Italien tués en Afghanistan](#)

25/10/2012

- Deux soldats américains ont été tués par des tirs de l'intérieur et deux militaires britanniques auraient été victimes de tirs fratricides au cours des dernières 24 heures en Afghanistan, ont indiqué jeudi des responsables afghans et leurs alliés occidentaux.

Depuis le début de l'année, plus de 50 soldats de l'Otan ont été tués par des hommes portant l'uniforme afghan, un phénomène inédit qui donne des maux de tête à la coalition. La multiplication de ces attaques de l'intérieur a aussi instauré un climat de méfiance entre soldats étrangers et alliés afghans.

Deux soldats britanniques sont quant à eux morts par erreur en début de soirée mercredi dans un échange de tirs fratricides dans la province instable du Helmand (sud), a soutenu jeudi la police afghane, alors que le ministère britannique de la Défense a dit ne pas connaître la cause exacte de leur mort.

Un Royal Marine, une femme soldat et un Afghan, apparemment membre de la police afghane, qui ne portait pas d'uniforme ont été tués lors d'un échange de tirs, ont indiqué les autorités britanniques précisant qu'une enquête était en cours pour connaître la cause exacte de leur décès.

Un soldat italien est décédé jeudi soir après avoir été blessé dans une attaque à Bakwa, dans la province de Farah, au centre-ouest de l'Afghanistan, a annoncé jeudi le ministère italien de la Défense.

Il s'agit du caporal Tiziano Chierotti, 24 ans, originaire de San Remo (centre-ouest). Il avait été blessé dans une fusillade avec trois autres soldats qui ont été touchés aux jambes, selon un communiqué de l'état-major des armées.

http://www.romandie.com/news/n/_Deux_Americains_et_deux_Britanniques_tues_en_Afghanistan57251020121722.asp

Attentat contre une base de l'Otan en Afghanistan, 3 morts et 21 blessés

13/12/2012

Un kamikaze a précipité sa voiture piégée contre une base aérienne de l'Otan dans la province de Kandahar, un bastion rebelle du sud afghan, tuant 3 hommes, dont un soldat américain et blessant 21 autres, a-t-on appris de sources concordantes.

Les talibans ont revendiqué l'attentat suicide dans un SMS envoyé à l'AFP.

Le secrétaire à la Défense Leon Panetta a annoncé jeudi soir lors d'une conférence de presse avec le président afghan Hamid Karzaï que l'attaque avait fait un mort et trois blessés dans les rangs de l'armée américaine.

Le porte-parole de la province de Kandahar, Jawed Faisal, avait auparavant évalué le bilan à dix-huit blessés côté afghan, dont un soldat et un mort et trois blessés dans les rangs de l'Isaf, la force armée de l'Otan en Afghanistan.

Le kamikaze a fait exploser sa voiture piégée au moment où un convoi de l'Isaf (la force de l'Otan, ndr) entrait dans la base aérienne, a déclaré à l'AFP le général Abdul Raziq, chef de la police provinciale. Je n'ai pas d'information sur le fait que l'incident était associé à la visite du secrétaire à la Défense.

L'attaque s'est produite après qu'il soit reparti à Kaboul, a déclaré un porte-parole américain.

Dans un premier SMS à l'AFP, les talibans n'ont pas fait mention de M. Panetta. Mais un second message a lié l'attentat suicide à sa venue.

Plus tôt dans la journée, il a été dit aux journalistes voyageant avec M. Panetta que la sécurité s'améliorait nettement dans la région de Kandahar et que les talibans avaient été sérieusement affaiblis.

Le général Robert Abrams, chef des forces américaines dans la zone, avait ainsi qualifié les capacités des talibans d'assez limitées.

L'Isaf a détecté de nombreux projets d'attaque de la base aérienne de Kandahar, l'une des plus importantes de la coalition en Afghanistan, toutes empêchées, a-t-il ajouté.

Durant une visite de Leon Panetta dans la province voisine du Helmand en mars, un Afghan avait été tué alors qu'il essayait de foncer sur des marines américains attendant de saluer le secrétaire à la Défense dans le camp Bastion, une autre base importante.

Les attentats suicide sont, avec les bombes artisanales, les armes de prédilection des talibans, chassés du pouvoir à la fin 2001 et qui combattent depuis les forces afghanes et leurs alliés de l'Otan.

Début décembre, les talibans avaient lancé plusieurs kamikazes à l'assaut de l'aéroport de Jalalabad (est) abrite comme celui de Kandahar une base importante de la force de l'Otan, démontrant que leur potentiel de nuisance reste fort à deux ans du retrait prévu de la grande majorité des troupes de l'Otan.

Cinq Afghans --trois gardes et deux civils-- avaient péri, les assaillants n'ayant manifestement pas pu pénétrer au-delà du premier rideau défensif de ce camp ultra-fortifié. Mais un certain nombre de soldats étrangers avaient également été blessés, avait indiqué l'Otan sans plus de détails.

L'attaque de la base de Kandahar intervient au deuxième jour de la visite en Afghanistan du secrétaire américain à la Défense Leon Panetta, venu discuter avec le commandement des forces internationales du nombre des soldats américains appelés à rester dans ce pays après 2014, quand l'essentiel des troupes de la coalition de l'Otan se sera retirée.

Le gouvernement américain souhaite conserver environ 10.000 soldats en Afghanistan après 2014, avait confié fin novembre un haut responsable américain à l'AFP, quand le commandement militaire voudrait en garder jusqu'à 15.000.

Selon le Los Angeles Times, ce déploiement ne devrait pas être supérieur à 9.000 hommes, principalement concentrés dans la base aérienne de Bagram, au nord-est de Kaboul, tandis que d'autres camps dans le sud et l'est, où la rébellion est la plus active, seront transférés au gouvernement afghan. A l'heure qu'il est, nous pensons maintenir durablement notre présence en Afghanistan, avait déclaré M. Panetta à son arrivée, ajoutant que Washington déterminerait l'ampleur de cette présence dans les semaines à venir.

<http://www.romandie.com/news/n/ Attentat contre une base de l'Otan en Afghanistan 3 morts et 21 blesses 36131220121907.asp>

Cinq policiers tués, après le conseiller de l'Otan

Le Monde.fr avec AFP et Reuters |

24.12.

L'assaillant a pris la fuite après l'attaque et a sans doute rejoint les insurgés talibans, une agression qui intervient le même jour que le meurtre d'un consultant civil de l'Otan par une policière afghane à Kaboul.

| AP/Dar Yasin

Un policier afghan a tué lundi 24 décembre cinq de ses collègues dans le nord du pays, dernier épisode en date de tirs fratricides au sein des forces afghanes appelées à [prendre](#) le relais de l'[Otan](#) après 2014, ont indiqué les autorités locales.

Dur Mohammad, chef d'un commissariat de police dans la province de Jawzjan, a tué par balle cinq de ses collègues de la police locale afghane (ALP), une unité de proximité mise sur pied en 2010 et formée par des soldats américains, a déclaré le chef de la [police](#) provinciale [Abdul Aziz](#) Ghairat.

L'assaillant a pris la fuite après l'attaque et a sans doute rejoint les insurgés talibans, a estimé ce responsable de la police, sans épiloguer sur cette agression qui intervient le même jour que le meurtre d'un consultant civil de l'Otan par une policière afghane dans le quartier général de la police à Kaboul.

PREMIER TIR FÉMININ

Mohamed Zahier, chef du département d'investigation de la police criminelle a décrit l'agression de la part de la policière comme une attaque "*de l'intérieur*", faisant référence aux agressions au cours desquelles des policiers ou des soldats afghans retournent leur arme contre des soldats occidentaux. Ces attaques, dites "*vert sur bleu*" en raison des couleurs respectives des uniformes, ont gravement entamé la confiance entre les alliés alors que les troupes de combat de l'OTAN se préparent à transférer l'entière responsabilité de la sécurité aux Afghans d'ici à 2014.

Quatre gardes-frontières afghans avaient aussi été empoisonnés, puis tués par balle, par un collègue la semaine dernière dans la province de Kandahar, près de la frontière pakistanaise, selon les autorités locales. Ce serait toutefois le premier "tir de l'intérieur" de membres des forces nationales afghanes sur leurs alliés occidentaux commis par une femme, selon des responsables.

[2.000 soldats américains tués au cours des 11 ans du conflit \(médias\)](#)

30/09/2012

L'armée américaine a perdu 2.000 hommes durant les 11 ans du conflit en Afghanistan, annoncent dimanche les médias américains se référant à des statistiques officielles.

Selon ces dernières, un soldat américain tué dimanche dans la province du Wardak au centre de l'Afghanistan, est devenu le 2.000e militaire qui a trouvé la mort depuis le début de l'intervention américaine dans ce pays.

Selon une information publiée sur le site officiel du Pentagone, le nombre de militaires américains qui péri en Afghanistan au 27 septembre, se chiffrait à 1.996 personnes, dont 1.657 sont morts au cours de combats qui ont fait 17.644 blessés.

Le nombre de militaires américains déployés en Afghanistan s'élève actuellement à 68.000 personnes, soit le niveau de fin 2008. Lancé en 2011, le retrait des troupes américaines devra prendre fin d'ici fin

2014. Des unités de l'Otan resteront dans le pays pour épauler et entraîner près de 350.000 militaires et policiers afghans.

<http://fr.rian.ru/world/20120930/196190269.html>

Les talibans réclament une nouvelle Constitution afghane

22/12/2012

Les talibans ont exigé la rédaction d'une nouvelle Constitution conforme aux principes de l'islam pour participer au processus de paix en Afghanistan, selon une déclaration obtenue samedi par l'AFP au terme d'une réunion avec les autres composantes politiques afghanes près de Paris.

La Constitution afghane actuelle n'a pas de valeur parce qu'elle a été rédigée à l'ombre des bombardiers B52 et des envahisseurs, de la coalition de l'Otan menée par les Etats-Unis qui ont chassé les talibans du pouvoir à Kaboul en 2001, quelques mois après les attentats du 11 septembre, peut-on lire dans ce texte long de 14 pages.

L'Emirat islamique, le nom que les talibans avaient attribué à l'Afghanistan du temps où ils étaient au pouvoir de septembre 1996 à novembre 2001, nécessite une Constitution fondée sur les saints principes de l'islam, de l'intérêt national, des accomplissements historiques, de la justice sociale, ajoutent les talibans dans cette déclaration. Aucun article ne devrait aller à l'encontre des valeurs islamiques, poursuivent-ils.

Les talibans ont participé pour la première fois à une réunion inédite rassemblant les principaux protagonistes afghans, jeudi et vendredi près de Chantilly, au nord de Paris, pour des discussions informelles à huis clos sur l'avenir du processus de paix afghan.

Les principales composantes du spectre politique et armé afghan étaient présents à la rencontre : représentants du gouvernement du président Hamid Karzaï, de l'opposition politique, et de l'insurrection armée des talibans et du Hezb-e-islami, deuxième composante la plus importante des insurgés afghans. Cette rencontre intervient avec pour arrière plan une accélération des efforts pour amener les talibans ainsi que d'autres opposants au président Karzaï à la table des négociations pour déterminer de quelle façon l'Afghanistan sera gouverné après le départ des troupes occidentales fin 2014.

Le gouvernement du président Karzaï a élaboré une feuille de route pour rétablir la paix qui prévoit de persuader les talibans et d'autres groupes rebelles d'accepter un cessez-le-feu en vue de participer à terme à la mise en place de la démocratie naissante.

Un premier pas dans ce sens de la part de l'administration Karzaï a été de garantir la libération des dirigeants talibans détenus dans le Pakistan voisin.

La déclaration des talibans manifeste la persistance de leur défiance à l'égard du gouvernement.

Les envahisseurs et leurs amis n'ont pas une feuille de route claire pour rétablir la paix poursuit la déclaration.

Parfois ils disent qu'ils veulent parler à l'émirat islamique mais parfois ils disent qu'ils veulent parler avec le Pakistan. Le caractère vague de ce discours ne peut pas conduire à la paix, conclut la déclaration. Jusqu'ici les talibans ont refusé de négocier avec le gouvernement qu'ils considèrent comme une marionnette des Etats-Unis. Les négociations avec les responsables américains ont été interrompues en mars dernier.

Les talibans mènent depuis 11 ans une rébellion armée visant à renverser le régime du président Karzaï soutenu par les Etats-Unis.

<http://www.romandie.com/news/n/ Les talibans reclament une nouvelle Constitution afghane35221220121920.asp>

RETRAIT PARTIEL DES TROUPES

Les militaires grecs quittent l'Afghanistan

30/11/2012

Le ministère de la Défense de Grèce a achevé le retrait de ses unités d'Afghanistan. Un bataillon spécial a quitté Kaboul avec l'ensemble de son matériel, précise le communiqué du ministère.

La mission du contingent grec en Afghanistan commencée le 17 février 2002 a pris fin. Le ministère de

la Défense explique le retrait par la réduction du budget militaire et les économies. Son communiqué indique qu'en 2011 l'entretien de la mission militaire à Kaboul a coûté 6,8 millions d'euros et en 2010, 7,7 millions.

http://french.ruvr.ru/2012_11_30/Les-militaires-grecs-quittent-lAfghanistan/

Londres détaille son plan de retrait d'Afghanistan

19.12.2012

"Il restera probablement quelque 5 200 soldats sur place après la fin 2013", a déclaré David Cameron. Environ 3 800 des 9 000 soldats britanniques actuellement déployés en [Afghanistan](#) vont [rentrer](#) au pays d'ici à la fin de l'année 2013, a annoncé mercredi 19 décembre le premier ministre britannique, [David Cameron](#), dans un discours devant les députés.

"En raison du succès de nos troupes et des forces afghanes de sécurité (...) nous allons [voir](#) rentrer des troupes en deux étapes de taille plus ou moins égale, en 2013 et 2014, et il restera probablement quelque 5 200 soldats sur place après la fin 2013", a déclaré David Cameron, dont le pays est le deuxième contributeur de la force de l'[OTAN](#) en Afghanistan.

Le premier ministre britannique a ajouté qu'aucune décision n'avait été prise sur le nombre de soldats britanniques qui resteraient en Afghanistan après la fin 2014, date à laquelle doit s'[achever](#) la mission de combat de l'OTAN dans ce pays. Il a cependant précisé que le [Royaume-Uni](#) honorerait son engagement à [aider](#) à la mise en place d'un [centre](#) d'entraînement militaire pour les Afghans.

Depuis le début de l'intervention en Afghanistan en octobre 2001, 438 soldats britanniques ont été tués, dont au moins 395 au combat. | AFP/SHAH MARAI

Les Britanniques sont déployés dans le Helmand, la province la plus instable du pays, où les talibans sont très fortement implantés. Depuis le début de l'intervention en Afghanistan en octobre 2001, 438 soldats britanniques ont été tués, dont au moins 395 au combat.

http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/12/19/londres-detaille-son-plan-de-retrait-d-afghanistan_1808500_3216.html

Hollande annonce la dernière phase du retrait d'Afghanistan

le 21 décembre

En fin de matinée à l'Elysée, le président de la République a reçu des militaires de retour d'Afghanistan. "La France peut être fière de son armée", a-t-il indiqué.

La France entre dans la dernière phase du retrait de ses troupes d'[Afghanistan](#) et prévoit qu'il ne restera plus que 500 soldats mi-2013 afin de préparer le départ final, a dit vendredi le président François Hollande. "Cette mission s'achève, l'organisation Al Qaïda a été chassée d'Afghanistan, son chef a été tué, ceux qui soutenaient cette organisation ont été durablement désorganisés et affaiblis", a dit [François Hollande](#). Mi-2013, il n'y aura plus que 500 Français avec trois missions principales, a dit le président, "la formation, l'hôpital de Kaboul et l'aéroport"

Il a parlé de "cause juste" défendue par la France en Afghanistan, où le but était de lutter contre les bases d'islamistes radicaux, mais il a précisé qu'il s'agissait désormais de "confier au gouvernement afghan la maîtrise de son destin".

François Hollande a rendu hommage à ces soldats qui ont servi en Afghanistan. "Je vous dis mission accomplie, action exemplaire et félicitations", a-t-il indiqué vendredi à l'[Elysée](#). "La France peut être fière de son armée", a-t-il ajouté.

En fin de matinée à l'Elysée, le président de la République a reçu des militaires de retour d'Afghanistan, alors que le retrait des "troupes combattantes" vient de s'achever, les dernières ayant quitté Kaboul samedi dernier. Depuis 2001, ce sont près de 70.000 militaires, soit la quasi-totalité des effectifs opérationnels de l'armée de Terre, qui ont été engagés en Afghanistan. 88 [soldats français](#) sont morts dans ce pays en l'espace de onze ans.

<http://lci.tf1.fr/monde/moyen-orient/hollande-rend-hommage-aux-soldats-francais-d-afghanistan-7740440.html>

[Rajoy fête Noël avec ses troupes en Afghanistan.](#)

22/12

AP

En visite éclair en Afghanistan, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, s'est engagé à maintenir la présence militaire dans le pays jusqu'en 2014.

Les 1400 soldats espagnols présents en Afghanistan devraient donc quitter graduellement leurs postes de combat courant 2013. Après avoir rencontré le président afghan Hamid Karzaï à Kaboul, Mariano Rajoy est allé fêter Noël avec ses troupes déployées dans le pays. "La tâche qu'il nous reste à accomplir est difficile, certaines conditions doivent être remplies pour réussir la transition avant 2014, poursuivre le retrait de nos troupes et soutenir nos alliés.", leur a-t-il dit.

Il y a deux jours, c'était au tour du premier ministre britannique David Cameron de rendre visite à ses troupes en Afghanistan. L'occasion pour lui de défendre son projet de réduction des effectifs à 5.200 hommes l'année prochaine.

Washington envisage de garder 10.000 soldats en Afghanistan après 2014

Les Etats-Unis souhaitent conserver environ 10.000 militaires en Afghanistan après la fin formelle de l'occupation du pays fin 2014, a affirmé un haut responsable américain, confirmant une information du Wall Street Journal.

"C'est dans cette fourchette", a-t-il affirmé à l'AFP sans plus de précisions.

Citant de hauts responsables américains anonymes, le Wall Street Journal indique que le projet de la Maison Blanche s'inscrit dans le cadre des recommandations présentées par le général John Allen, commandant des forces américaines et internationales en Afghanistan, qui a proposé de conserver entre 6.000 et 15.000 soldats américains dans ce pays.

Aucune recommandation formelle n'a à ce stade été faite par le général Allen, selon le Pentagone.

"Il est totalement prématuré de spéculer sur le nombre de militaires qu'il y aura en Afghanistan d'ici la fin 2014 ou après 2014", a déclaré à des journalistes le porte-parole du Pentagone George Little, qui a précisé que des "discussions informelles" avaient bien lieu au sein du Pentagone.

Le président Barack Obama devrait faire connaître ses décisions "dans un avenir proche, selon lui.

"Une présence américaine ne se fera qu'à l'invitation du gouvernement afghan et sera dédiée à l'entraînement des forces afghanes et à la lutte contre ce qu'il reste d'Al-Qaïda" dans le pays, a estimé Little.

Environ 67.000 soldats américains sont actuellement déployés en Afghanistan, auxquels s'ajoutent 37.000 soldats étrangers.

Les Etats-Unis et l'Afghanistan ont lancé des pourparlers cruciaux le 15 novembre à propos du statut des forces américaines qui resteront dans le pays après le départ des troupes d'occupation en 2014.

Selon le Wall Street Journal, le président afghan Hamid Karzaï serait prêt à accepter la présence de troupes américaines après 2014 si ses demandes principales sont respectées.

La principale demande du président est que les soldats américains puissent être jugés par des tribunaux afghans.

En Irak, Washington et Bagdad avaient tenté de négocier le maintien d'un contingent de quelques milliers de soldats américains pour les soldats irakiens après 2011. Mais les discussions avaient échoué face au refus de Bagdad d'accorder une immunité judiciaire aux soldats américains qui resteront.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=86246&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=25&s1=1>

LA POSITION DE MOSCOU

Moscou hostile à une présence étrangère prolongée.

MOSCOU, 18 décembre

<http://fr.rian.ru/world/20121218/196974294.html>

Une présence prolongée de militaires étrangers en Afghanistan serait acceptable pour la Russie, a déclaré le président du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev, ajoutant que Moscou souhaitait se joindre aux discussions sur l'avenir de la République islamique après le retrait de la coalition occidentale en 2014.

"Maintenir longtemps la présence militaire étrangère en Afghanistan serait inacceptable pour la Russie. C'est la raison pour laquelle nous jugeons très importante la pleine participation de Moscou aux discussions sur l'avenir de l'Afghanistan après 2014", a indiqué M. Patrouchev. Selon lui, "toute la lumière doit être faite sur les missions et le mandat d'une opération éventuelle de l'Otan dans ce pays" après le départ de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF). Cette opération pourrait être autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, a ajouté le responsable russe. Evoquant la déclaration de Washington selon laquelle le contingent américain quittera l'Afghanistan en 2014, M. Patrouchev a fait savoir que tout n'était pas aussi simple. Bien que ce contingent subisse actuellement des réductions, les Etats-Unis envisagent de prolonger leur présence militaire en Afghanistan après 2014, pour au moins 10 ans, a constaté le secrétaire du Conseil de sécurité russe. "Aussi, nos partenaires doivent-ils présenter un plan d'actions spécifiant quelles bases ils quitteront et pour combien de temps, ainsi que quel sera le statut légal de leurs troupes. Ces questions doivent nécessairement figurer dans le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant une nouvelle opération", a conclu M. Patrouchev.

A quoi servent les bases de l'OTAN en Afghanistan?

Ilia Kharlamov

Jeudi 27 Septembre 2012

Moscou souhaite faire la lumière sur le devenir des contingents militaires de l'OTAN en Afghanistan après 2014.

Les dirigeants de l'Alliance ont plus d'une fois déclaré que c'était la date butoir du retrait des troupes de ce pays, mais d'après ce que l'on sait, des bases militaires étrangères resteront en Afghanistan au-delà de cette date.

La Russie entend éclaircir définitivement cette question pendant la rencontre du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avec le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen et dans le cadre de l'AG de l'ONU qui vient de commencer.

La Russie entend formuler très nettement sa position : si la lutte contre le terrorisme devait continuer, il faut proroger le mandat du CS de l'ONU. Cette question sera vraisemblablement discutée à l'occasion des consultations du CS avec le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon. Le vice-ministre russe des AE Alexandre Grouchko estime que la Russie se tient prête à coopérer de façon pragmatique avec l'Alliance sur l'axe afghan sur la base d'une résolution du CS de l'ONU.

« Nous sommes préoccupés par l'aspect que prendra la présence militaire internationale en Afghanistan après 2014 surtout quand on sait qu'on déploie actuellement des bases où pourraient être stationnés des dizaines de milliers de militaires. Tout cela nous paraît disproportionné au regard de la nécessité de stabiliser la situation dans ce pays. Nous pensons qu'il ne doit pas y avoir de présence militaire excédentaire ».

La Russie entend également utiliser la tribune de l'AG de l'ONU pour demander aux États-Unis de rendre compte de la campagne afghane. Et c'est là précisément que le bât blesse puisque les résultats sont médiocres.

En effet, le terrorisme et les énormes problèmes sociaux et économiques sont restés entiers après l'occupation du pays par l'OTAN. Pis encore, ils se sont aggravés. C'est pour cette raison que la reconnaissance de l'échec de la mission ne peut que dissuader le CS de l'ONU de proroger son mandat. De plus, ce sera un prétexte pour ne pas accorder de mandat analogue pour la Syrie et l'Iran.

Mais si les Américains claironnaient leurs succès, alors, en suivant la même logique, on ne devrait pas laisser de bases en Afghanistan et il faudrait en retirer les troupes. Voici ce qu'a déclaré à *La Voix de Russie* le politologue Pavel Zolotariov:

« On ne comprend plus très bien si les Américains ont terminé leur opération ou si une suite est à prévoir. Dans ce cas, la situation doit être régularisée par une décision de l'ONU et il ne serait pas correct de poursuivre l'opération suite à une décision de l'administration américaine. Cela vaut également pour l'OTAN qui, conformément à sa conception nouvelle, assume désormais les fonctions de gardien de la sécurité en dehors de sa zone d'influence traditionnelle qui est l'Europe ».

[/french.ruvr.ru](http://french.ruvr.ru)

BREVES

La guerre des robots : le nombre de victimes innocentes se multiplient

Ilia Kharlamov

Quels pourraient être les résultats d'une guerre sans contacts dont les Américains sont partisans ? Les drones, sont-ils fiables, quelles seront les conséquences de leur utilisation par les USA vu leur activité militaire dans des régions du monde ?

Les chercheurs et les militaires sont préoccupés par cette question, y compris les scientifiques de l'université de Stanford qui reconnaissent que souvent les civils deviennent victimes des drones. A partir de 2004, ces derniers ont tué au minimum 2292 personnes dont 500-800 sont des civils et parmi eux 176 enfants.

Cela s'explique par les défauts technologiques, estime le politologue Vladimir Evséev.

« Les drones tuent de plus en plus souvent les civils, car les technologies ne permettent pas d'identifier les terroristes et les civils. Il serait dommage si les drones soient utilisés en Afrique du Nord. Et ils peuvent être dotés d'armes biologiques ou chimiques ».

Il est à noter que les victimes et les tueurs ne se reconnaissent pas. Les opérateurs des drones sont des employés des sociétés privées, sous-traitants du gouvernement US, qui manipulent les aéronefs depuis le siège de la CIA. Tout défaut de leur part est une tragédie de plus, dit le président du Fonds du soutien aux réformes militaires Pavel Zolotarev.

« Les conséquences d'une frappe erronée par les drones peuvent surgir si les systèmes informatiques de l'Etat ne sont pas harmonisés avec le niveau technique des drones. Sinon, les erreurs feront multiplier le nombre de victimes ».

L'important est que « la croisade actuelle » des robots contre la terreur engendre la haine du monde islamique envers les USA.

french.ruvr.ru

Etats-Unis : Le désastre Obama, l'apprenti sorcier amoureux de Ronald Reagan

Publié le 19 Septembre 2012

La décision annoncée par les États-Unis, hier, de réduire les opérations conjointes menées par les forces internationales et afghanes soulèvent des questions cruciales sur la pièce maîtresse de la stratégie de sortie de la guerre de 11 ans qui s'est révélée coûteuse en vies et en argent. En réalité, l'ami Obama, l'antéchrist africain, se croyait malin. Mal lui en a pris, à peine élu, il renforçait le dispositif américain en Afghanistan pour vénérer son idole, le président et ex acteur de série B d'Hollywood, Ronald Reagan. Étonnant pour un président.

Le renforcement des troupes américaines en Afghanistan m'avait paru être la première erreur de Barack Obama et, je l'avais écrit dans un vieil article il y a 5 ans. La formidable ascension de Barack Obama avait chambouler l'échiquier politique américain et mondial. Hélas derrière ce visage d'ange se cachait la pire des racailles.

Les talibans, fabriqués par les Etats-Unis (conf. photo), parce qu'ils combattaient les Russes à l'emporte-pièce n'a pas sécurisé le monde, il l'a plutôt rendu plus dangereux que jamais. Parce que, c'est ça qui est à l'origine des plus grands attentats meurtriers. Ces derniers se sont donc aujourd'hui retournés contre leur ex maître et viennent de lui infliger de lourdes pertes, hormis la focalisation sur l'attentat meurtrier qui a causé la mort de 12 personnes innocentes dont des sud-africains.

L'attaque des talibans à la base aérienne de l'OTAN a causé des pertes s'élevant à plus de 200 millions de dollars. Figurez-vous que, des avions ont été détruits. Qui dit mieux ? Aujourd'hui, pas moins de 51 soldats de la coalition sont morts à cause de leurs frères d'armes... afghans. Mais nos clowns, avec Obama en premier, croient toujours qu'ils ont raison.

<http://allainjules.com/2012/09/19/etats-unis-le-desastre-obama-lapprenti-sorcier-amoureux-de-ronald-reagan/>

Guantanamo

La mort d'Adnan Farhan Abdul Latif

Une décennie de tortures et d'abus aux mains de l'armée et des agences de renseignement américaines

Global Research, 11 décembre 2012

Le 10 septembre 2012, Adnan Farhan Abdul Latif est mort dans sa cellule de la prison américaine du camp de Guantanamo Bay à Cuba. Le jour de sa mort, Latif était emprisonné à Guantanamo depuis 10 ans, 7 mois et 25 jours. Il avait 36 ans et laisse derrière lui une femme et un fils.

Adnan Farhan Abdul Latif est mort après avoir enduré une décennie de tortures et d'abus aux mains de l'armée et des agences de renseignement américaines. Sa mort survient après qu'un ordre de comparution remettant en cause sa détention sans contacts avec l'extérieur accordé par un juge fédéral a été annulée en appel, suivant une doctrine juridique autoritaire promue par les gouvernements de Bush et d'Obama.

L'incapacité du système légal américain au cours de la décennie précédente à faire appliquer les droits les plus élémentaires de Latif souligne l'effondrement d'institutions légales vieilles de plusieurs siècles et l'expansion de la bureaucratie d'un état policier. La mort de Latif constitue un crime de guerre qui, avec les crimes commis contre des centaines d'autres prisonniers à Guantanamo et dans les « sites noirs » secrets tout autour du monde, justifierait la destitution, l'arrestation et le procès pénal de tous les responsables de haut niveau, civils et militaires, de ces deux gouvernements.

Latif, né au Yémen, a été enlevé en décembre 2001 au cours de l'une des nombreuses rafles-enlèvements organisées par les États-Unis au Pakistan. Les États-Unis ont publiquement affirmé que Latif était membre d'Al Quāida, mais Latif n'a jamais été mis en examen ou condamné pour aucun crime.

Des documents obtenus et publiés par WikiLeaks l'an dernier ont révélé que le gouvernement américain savait tout du long que Latif n'était pas associé à Al Quāida. Il en ressort que Latif se rendait en Afghanistan pour des soins médicaux suite à un accident de voiture subit en 1994 qui l'avait laissé avec des séquelles au cerveau, et non pour rejoindre Al Quāida. Le gouvernement américain l'a tout de même enfermé, sans l'accuser ou le présenter à un magistrat, dans le cadre du nouveau programme de Bush de détentions et tortures extrajudiciaires.

Les circonstances de la mort de Latif sont suspectes. L'armée américaine a initialement déclaré que Latif avait été trouvé « inconscient et sans réflexes » dans sa cellule. Cependant, dans un rapport d'autopsie remis récemment à l'ambassade du Yémen, les États-Unis affirment que la mort de Latif était un suicide. L'armée américaine affirme que Latif avait accumulé des médicaments dans sa cellule et les a tous pris à la fois. C'est un scénario douteux au regard de la surveillance 24 heures sur 24 et des autres restrictions draconiennes auxquelles sont soumis les détenus de Guantanamo.

De nombreuses questions sur la mort de Latif restent ouvertes. D'un côté, au vu des révélations de WikiLeaks et des embarras que Latif risquait de causer, il y avait un motif pour se débarrasser discrètement de lui. D'un autre côté, d'après les avocats de Latif, lorsque la décision sur son recours a été annulée en appel, Latif avait perdu l'espoir de jamais sortir de ce camp infâme.

Le *New York Times* a relaté mercredi dernier : « Les représentants sur Yémen ont refusé d'accepter la dépouille de M. Latif tant qu'ils n'auront pas eu de réponses sur ce qui lui est arrivé. »

« Adnan Latif était une épine dans leur pied, » a déclaré un avocat représentant Latif, David Remes, au *New York Times*. « Les gardes demandaient aux autres détenus comment faire avec lui. Il refusait de se soumettre. Il ne les laissait pas établir les règles de son emprisonnement. Il constituait un problème permanent. »

Après être arrivé à Cuba au centre de Guantanamo Bay en janvier 2002, Latif a été torturé à plusieurs reprises. Il était mentionné dans un rapport d'Amnesty International de 2004 intitulé « Poèmes de Guantanamo. » Ce rapport documente les horribles tortures perpétrées contre les détenus, ainsi que la manière dont les prisonniers comme Latif « se sont mis à écrire de la poésie pour préserver leur humanité. »

Dans ce rapport, L'avocat Mark Falkoff décrivait ses conversations avec Latif et la victimisation de Latif par les agents des renseignements et de l'armée : « Dès son arrivée à Cuba [...] il a été enchaîné par les mains et les pieds alors qu'il portait encore les lunettes qui bloquent la vue et les bouchons d'oreilles qu'on lui avait imposés pour le vol. Les soldats lui ont donné des coups de pieds, l'ont frappé, et démis une épaule. Rapidement, des interrogateurs l'ont questionné en pointant une arme sur sa tête. Latif a passé ses premières semaines au camp X-Ray dans une cage en extérieur, exposé au soleil tropical, sans

ombre ni abri contre le vent qui projette du sable et des cailloux. Ses seuls objets étaient un seau pour l'eau et un autre pour les excréments. »

Le rapport décrivait les conditions imposées aux détenus comme Latif. « Pendant les trois ans durant lesquels ils ont été tenus en isolation complète, ils ont été soumis de manière répétée à des positions engendrant du stress, à la privation de sommeil, de la musique à un volume assourdissant, et des températures extrêmes, froides ou chaudes, durant des interrogatoires qui n'en finissaient pas. Les femmes interrogatrices étalaient du faux sang menstruel sur les poitrines de certains détenus et leur lançaient des injures sexuelles, parfaitement conscientes qu'elles insultaient des musulmans croyants. Ils se sont vu refusé des soins médicaux. Ils ont été brisés et tyrannisés psychologiquement, gardés en isolement complet, menacés d'être transféré dans d'autres pays, interrogés sous la menace d'une arme et on leur a dit que leurs familles seraient attaquées s'ils refusaient de parler. Ils ont également été souvent empêchés de mener leurs prières journalières – l'un des cinq piliers de l'Islam – et forcés à regarder des soldats américains malmenés intentionnellement leur livre saint, le Coran. »

La liste des tortures et des abus qu'a subi Latif serait trop longue pour un article. Au cours d'un incident, Latif a fait un pas au-delà d'une ligne tracée dans sa cellule quand on lui servait son repas. Amnesty International cite Latif : « Soudainement la police anti-émeute est intervenue. Personne dans le block de cellules ne savait pour qui. Ils ont fermé toutes les fenêtres sauf la mienne. Une femme soldat est venue avec une grosse bombe au poivre. J'ai compris qu'ils venaient pour moi. Elle m'a aspergé avec la bombe. Je ne pouvais plus respirer. Je suis tombé. J'ai mis un matelas sur ma tête. J'ai cru que j'allais mourir. Ils ont ouvert la porte. J'étais allongé sur le lit, mais ils m'ont frappé avec les pieds et avec les boucliers. Ils m'ont mis la tête dans les toilettes. Puis ils m'ont mis sur une civière et m'ont emmené. » Latif a participé à une grève de la faim en 2005, que l'armée américaine appelait un « jeune volontaire. » (lire en anglais : [Guantanamo Bayhungerstrikeentersthirmonth](#)). L'armée a réagi par une politique brutale d'alimentation forcée. Pour faire échec à la grève, des tubes de gavage étaient régulièrement introduits de force à travers le nez et jusque dans la gorge des détenus sans anesthésie, souvent avec du sang et de la bile du détenu précédent encore sur le tube.

Mark Falkoff a écrit dans le rapport d'Amnesty International, « Deux fois pas jour, les gardes ont immobilisé la tête de Latif, lié ses bras et ses jambes à une chaise spéciale pour cela, et l'ont nourri de force avec un aliment liquide en faisant passer un tube dans le nez jusqu'à l'estomac – une violation claire des standards internationaux. L'alimentation, dit Latif, « est comme d'avoir un poignard enfoncé dans la gorge. »

Les avocats représentants Latif ont déposé une demande d'Habeas corpus pour son compte en 2004. La demande d'Habeas Corpus est une ancienne procédure judiciaire par laquelle les prisonniers peuvent remettre en question leur emprisonnement et les conditions de leur retenue devant un juge. L'un des buts essentiels de la demande est d'empêcher les détentions sans communications avec l'extérieur et sans procès. La demande d'habeas Corpus est appelée "Grande demande" parce que sans le droit de comparaître devant un magistrat en premier lieu, tous les autres droits sont vidés de leur substance. Le cinquième amendement de la constitution américaine, qui fait partie du *Bill of Rights* ratifié en 1791, interdit l'emprisonnement sans procès. Il déclare : « nul ne pourra, [...] être privé [...] de sa liberté [...] sans procédure légale régulière ; ».

En juillet 2010, le juge Henry Kennedy d'une Cour fédérale de district a accédé à la demande d'Habeas Corpus de Latif et ordonné sa libération immédiate au motif que la version donnée par le gouvernement des faits concernant la prétendue participation de Latif à des groupes terroristes n'était pas plausible. En d'autres temps, une décision ordonnant la libération d'une personne détenue depuis des années sans avoir été jugé ou condamnée pour aucun crime aurait été immédiate et n'aurait soulevé aucune objection. Dans la période actuelle, la décision du juge Henry Kennedy apparaît comme exceptionnelle.

Au lieu de libérer Latif, le gouvernement d'Obama a fait appel de la décision de la Cour de district, invoquant des doctrines juridiques autoritaires et s'appuyant sur les pouvoirs présidentiels « en temps de guerre » qui ne sont pas soumis au contrôle des juges. En octobre 2011, la Cour d'appel de Washington DC a annulé la décision du juge Henry Kennedy.

La décision de cette Cour dans l'affaire Latif contre Obama, consultable, en anglais, [ici](#), attribue une présomption de validité aux rapports du gouvernement qui veulent lier Latif au « terrorisme », malgré les nombreuses incohérences et erreurs de ces rapports. La jurisprudence de la Cour revient à supprimer la présomption d'innocence pour les personnes désignées comme « terroristes », plaçant la charge de la

preuve sur l'accusé qui devra réfuter les assertions présumées correctes du gouvernement, au lieu de demander au gouvernement de vaincre la présomption d'innocence. La Cour a noté spécifiquement qu'un « demandeur d'Habeas à Guantanamo n'est pas habilité à jouir des mêmes protections constitutionnelles qu'un accusé dans un procès pénal. »

Latif a formé un pourvoi devant la Cour suprême contre la décision de la Cour d'appel de Washington DC, mais celle-ci a refusé d'examiner son pourvoi.

Des documents secrets publiés par WikiLeaks en avril 2011 établissent que le gouvernement d'Obama – au moment où il faisait appel de la décision accordant l'Habeas Corpus à Latif – savait depuis longtemps qu'il n'était pas membre d'un groupe terroriste. En d'autres termes, le gouvernement Obama a demandé en toute connaissance de cause d'appliquer une présomption de fiabilité à des rapports qu'il savait ne pas être fiables.

En dépit des promesses de fermer Guantanamo Bay durant sa campagne électorale de 2008, Obama se prépare à entrer dans son deuxième terme avec 167 hommes toujours enfermés là-bas.

Un poème de Latif intitulé « Poème de la grève de la faim » contient les lignes suivantes :

Ce sont des artistes de la torture,

Ce sont des artistes de la douleur et de l'épuisement,

Ce sont des artistes des insultes et de l'humiliation.

Où est le monde qui nous sauvera de la torture ?

Où est le monde qui nous sauvera du feu et de la tristesse ?

Où est le monde qui sauvera les grévistes de la faim ?

Tom Carter

Article original, [WSWS](#), paru le 3 décembre 2012

DOSSIERS

[Le coût humain de la guerre contre le terrorisme - Quelques chiffres](#)

[RezaPirbhai](#)

21 juin 2012

Au début de la « guerre au terrorisme » le général étasunien Tommy Franks a déclaré : « Nous ne comptons pas les corps ». Il parlait bien sûr des morts afghans. Le fait que les noms des victimes du 11 septembre aient tous été dûment gravés dans la pierre rend encore plus singulier le fait qu'on accorde si peu d'intérêt aux victimes civiles non étasuniennes ou non OTANniennes de la guerre menée en leur nom. De fait la guerre qui est actuellement dans sa onzième année et au cours de laquelle deux pays ont été envahis et occupés, ainsi que le bombardement actuel d'au moins trois pays supplémentaires, n'ont généré aucune étude exhaustive des pertes directes ou indirectes.

Le fait qu'une guerre d'une telle envergure puisse faire rage si longtemps sans volonté officielle de faire la lumière sur le nombre "des autres" tués, est révélatrice de la manière dont les états qui la mènent calculent le coût de la guerre. Si la politique officielle est de ne pas les compter, cela signifie que les morts, les estropiés, les disparus et les déplacés non étasuniens et non OTANniens ne font pas partie de l'équation. Le fait que cette politique ne semble pas être remise en cause par le public révèle une approche plus globalement préoccupante des "autres", en particulier des Musulmans. L'ONU et quelques ONG essaient cependant d'établir des comptes dans le dédale des contextes locaux engloutis dans le conflit. En dépit de l'obstruction officielle et de l'indifférence publique, on commence à avoir un aperçu des conséquences meurtrières de ces guerres.

Pour commencer, en Afghanistan les études les plus souvent citées sur l'invasion de 2001 établissent qu'environ 4000 à 8000 civils afghans sont morts dans des opérations militaires. Il n'y a pas de chiffres pour 2003-2005, mais en 2006, HumanRights Watch a recensé un peu moins de 1000 civils tués dans les combats. De 2007 à juillet 2011, la Mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) évalue à au moins 10 292 le nombre de non-combattants tués. Ces chiffres, il faut le souligner, n'incluent pas les morts indirectes et les blessés. On peut avoir une idée des morts indirectes grâce à un article du Guardian -le meilleur reportage sur le sujet- qui établit qu'au moins 20 000 personnes de plus sont mortes suite

aux déplacements de population et à la famine causée par l'arrêt de l'approvisionnement en nourriture rien que pendant la première année de la guerre. De plus, selon Amnesty International, 250 000 personnes ont dû fuir dans d'autres pays en 2001 et au moins 500 000 ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis.

Passons à l'Irak maintenant : Selon le projet Iraq Body Count (Compte des Corps Irakiens) environ 115 000 civils ont été tués dans les tirs croisés de 2003 à août 2011. Mais selon l'étude de la santé familiale en Irak de l'Organisation Mondiale de la Santé, le chiffre se monterait à 150 000 rien que pour les trois premières années d'occupation. Avec les morts indirectes, cela ferait, selon le rapport Lancet, environ 600 000 morts pour cette période. De plus, une étude d'Opinion Research Business estime qu'il y a eu, avant le milieu de l'année 2007, un million de morts violentes. Qui plus est, le Haut Commissaire de l'ONU pour les Réfugiés fait état d'environ deux millions d'Irakiens déplacés dans d'autres pays et deux millions de plus déplacés à l'intérieur du pays depuis 2007. Il n'y a pas d'information précise sur les morts indirectes ni les blessés mais l'effondrement indéniable du système de santé irakien et des infrastructures en général (les meilleurs de la région avant 1991) suggèrent que leur nombre est au moins aussi catastrophique.

En plus des deux états sous occupation, la "guerre contre le terrorisme" s'est étendue à un certain nombre de pays voisins comme le Pakistan, le Yémen et la Somalie. Les premières armes déployées dans ces endroits ont été les "drones" étasuniens, des groupes d'opération spéciale, des agents des services secrets et les forces armées/gouvernementales des pays concernés. Etant donné la nature extra-judiciaire et clandestine de ces théâtres d'opération, il est difficile de comptabiliser les pertes en l'absence de données indépendantes. A vrai dire, on a le même problème en Afghanistan et en Irak mais tout le monde s'accorde à dire que le nombre de drones utilisés au Pakistan, Yémen et Somalie est en hausse. A ce jour, selon le Bureau du Journalisme d'Investigation, il y aurait eu au moins 357 frappes au Pakistan entre 2004 et juin 2012 (plus de 300 sous l'administration Obama). Au moins 2464 personnes ont été tuées dont au moins 484 civils (168 enfants). Le Washington Post y ajoute 38 frappes qui ont causé 241 morts (56 civils) au Yémen. Il n'y a pas de chiffres pour la Somalie mais le New York Times confirme que ce type d'opération y est mené depuis 2007 au moins.

Les officiels ou citoyens ordinaires partisans de la guerre se hâteront de rétorquer que beaucoup des chiffres cités dans cet article concernent des morts civiles dont sont responsables des combattants ennemis. Mais comment peut-on le savoir quand les données sont si incomplètes ? Et, comme cela a été mis en lumière pendant la campagne de "drones", comment peut-on distinguer les civils des combattants quand les assassins de ces derniers sont aussi leurs juges ? En vérité, même en tenant compte de ces réserves, ces attaques font du gouvernement étasunien un des gouvernements qui a commis le plus "d'assassinats ciblés", selon sa propre expression, de l'histoire. Qui plus est, comme l'a indiqué un des représentants de UMANA à propos de leur étude, *"Lorsque nous doutons du statut de non-combattant d'une ou de plusieurs victimes, nous ne les incluons pas au nombre des victimes civiles. Et donc il est fort possible que le nombre des victimes rapporté par UMANA soit sous-estimé."* En fait tous ceux qui font de telles études reconnaissent avoir ce type de problème.

Si on essaie de rassembler ces données éparées, on arrive à un minimum de 140 000 victimes civiles non étasuniennes et non OTANIennes.

Et facilement à un maximum de 1 100 000. Ce qui donne 14 000 à 110 000 morts par an.

Pour mieux se rendre compte de ce que cela représente, il faut se rappeler que le "Blitz" nazi sur l'Angleterre pendant la seconde guerre mondiale a fait 40 000 morts civiles.

Il faut aussi se rappeler que dans cette fourchette d'estimation, ne sont pas comprises les victimes directes d'Afghanistan de 2003 à 2005 ni les victimes indirectes de 2003 à nos jours. Par ailleurs, les morts civiles causées par autre chose que les drones, comme les disparitions et les détentions secrètes, ne sont comptabilisées nulle part et les pertes résultant des campagnes militaires de commanditaires (comme les gouvernements du Pakistan et du Yémen) ne sont pas répertoriées. Le nombre des blessés, des orphelins, ou des gens privés de leurs droits, sans compter le nombre de ceux qui ont été torturés dans des prisons publiques ou privées du monde entier, n'est pas non plus pris en compte. Et enfin les

souffrances des millions de personnes déplacées d'Afghanistan, d'Irak, du Pakistan et d'ailleurs sont incalculables.

Les chiffres que nous venons de vous présenter, même s'ils sont tragiquement incomplets, expliquent pourquoi les officiels des Etats-Unis et de l'OTAN refusent de les établir. Prendre en compte le stupéfiant coût humain de la "guerre contre le terrorisme" les forcerait à reconnaître que le "terrorisme" n'est pas à sens unique et que les états, et non les milices, détiennent les armes les plus meurtrières. Le choix du général Franks de ne pas compter les cadavres est révoltant mais pas surprenant. Le fait que le manque d'intérêt des opinions publiques des Etats-Unis et des pays de l'OTAN fasse écho au sien démontre qu'un consensus (fabriqué ou non) très étonnant règne dans les populations au moins en ce qui concerne ces victimes musulmanes. Rien d'autre que cette indifférence du public et des officiels ne peut expliquer l'absence d'études exhaustives sur les pertes civiles surtout lorsqu'on pleure les près de 3000 civils morts le 11 septembre et au nom desquels la "guerre contre le terrorisme" continue de se déchaîner.

M. Reza Pirbhajani est professeur d'histoire de l'Asie du Sud à Louisiana State University. On peut le joindre à : rpirbhaj@lsu.edu

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

[Source : Le Grand Soir](#)

Empire, média et propagande: Le mythe de la mort de Ben Laden

<http://www.globalresearch.ca/interview-with-osama-bin-laden-denies-his-involvement-in-9-11/24697>

Dr. Paul Craig Roberts

Le 26 Novembre 2012

L'interview ci-dessous d'Oussama Ben Laden fut faite à Karachi au Pakistan par le quotidien *Ummat* et fut publiée le 28 Septembre 2001; soient 17 jours après l'attaque supposée, mais non prouvée, du 11 Septembre 2001 sur les tours du World Trade Center de New York et le Pentagone. Cette interview était sensationnelle. Le cerveau présumé des attentats du 11 Septembre dit à cette occasion que lui et Al Qaïda, n'avaient rien à voir avec les attaques.. Le service de contrôle de la BBC traduit l'interview en anglais et celle-ci fut rendue publique le 29 Septembre 2001.

Le déni spectaculaire de Ben Laden ne fut pas rapporté dans la presse écrite ni à la télévision. Ceci ne fut pas sujet à enquête de la part de la branche exécutive. Personne au congrès des Etats-Unis ne prêta attention au fait que Ben Laden refusait d'endorser la responsabilité de la plus grande humiliation jamais infligée à une super-puissance.

Pour vérifier ma mémoire sur le manque de couverture de l'affaire, j'ai tapé sur le moteur de recherche Google "*Osama Bin Laden's interview denying responsibility for 9/11*". Quelques sites internet ont reproduit l'interview, mais la seule source de média de masse que j'ai pu trouver fut une minute de vidéo sur YouTube provenant de CNN, dans laquelle le journaliste, après avoir cité un rapport d'Al Jazeera, rapporte le déni de Ben Laden et conclut que "nous pouvons tous conclure le niveau de crédibilité à y accorder et en tirer nos propres conclusions". En d'autres mots, Ben Laden avait déjà été diabolisé, donc son déni n'était pas crédible.

La nouvelle sensationnelle n'était pas assez bonne pour les citoyens américains et leur fut caché par la "presse libre" américaine, une presse libre de mentir pour le compte du gouvernement mais pas de dire la vérité.

De manière évidente, si Ben Laden avait berné non seulement l'Agence de Sécurité Nationale (NSA), la CIA, le FBI, le renseignement militaire, mais aussi toutes ces 16 agences de renseignement américaines, tous les services de renseignement des états marionnettes alliés de l'OTAN, le Mossad israélien et en plus le NSC, le NORAD, le contrôle du trafic aérien, quatre fois les sécurités d'aéroport dans la même matinée, ceci serait le plus gros exploit de l'histoire mondiale, un exploit qui aurait rendu Al Qaïda l'organisation anti-impérialiste la plus efficace de l'histoire de l'humanité, une victoire extraordinaire sur le "grand satan" qui aurait amené des millions de nouvelles recrues vers les rangs d'Al Qaïda. Et pourtant, le supposé "cerveau" de l'exploit nie toute responsabilité.

Je me souviens lorsqu'il y a plusieurs décennies, des attaques terroristes se produisaient en Europe, qu'elles soient réelles ou bien le fait de l'opération Gladio (armée secrète de

l'OTAN)http://en.wikipedia.org/wiki/Operation_Gladio sous fausse-bannière. Un nombre incalculable d'organisations en clâmaient le crédit. Peut-être était-ce le moyen de la CIA de détourner l'attention d'elle-même, toujours est-il que cela illustre le fait que chaque service de renseignement comprend la valeur pour une organisation d'endorser la responsabilité d'une attaque couronnée de succès. Bien que Ben Laden en ait nié la responsabilité, en 2011, quelques responsables d'Al Qaïda, réalisant la valeur prestigieuse des attaques, ont déclaré qu'ils prenaient le crédit des attaques et ont dénoncé le président iranien Ahmadinejad pour avoir mis en doute la version officielle du gouvernement américain sur les attentats.

Bien qu'un petit nombre d'Américains soient au courant de cette interview du 28 Septembre 2001 dans laquelle Ben Laden déclare sa non-implication dans les attaques du 11 Septembre, beaucoup d'Américains ont vu des vidéos après 2001 dans lesquelles, une personne étant soi-disant Ben Laden, endorse la responsabilité des attaques. Il y a deux problèmes avec ces vidéos. Des experts les ont analysé et ont trouvé qu'elles étaient des falsifications, de plus toutes ces vidéos apparurent après que Ben Laden fut rapporté être décédé d'une maladie pulmonaire à la mi-Décembre 2001, par le *Pakistan Observer*, la presse égyptienne et *Fox News*.

<http://www.foxnews.com/story/0,2933,41576,00.html> Voir aussi: <http://www.legitgov.org/News-Bin-Ladens-Death-and-Funeral-December-2001>

Ben Laden souffrait également d'une maladie rénale, D'après des rapports de la chaîne CBS News du 28 Janvier 2002, Oussama Ben Laden fut hospitalisé pour dialyse à l'hôpital militaire pakistanais de Rawalpindi le 10 Septembre 2001, la veille des attentats.

<http://www.globalresearch.ca/where-was-osama-on-september-11-2001/3194>

Il est évident, qu'un homme souffrant d'une maladie pulmonaire terminale et d'une maladie rénale, n'allait pas survivre plus de 10 ans pour être tué par un commando de NavySEALs à Abbottabad au Pakistan. Une interview télévisée avec le voisin de "la maison fortifiée où résidait Ben Laden" a exposé le fait que l'assassinat était fabriqué. Cette interview tout aussi sensationnelle n'a pas non plus été diffusée aux Etats-Unis par la "presse libre" américaine. J'ai fait traduire l'interview que l'on peut voir ici:

<http://www.globalresearch.ca/pakistan-tv-report-contradicts-us-claim-of-bin-laden-s-death/25915> Voir aussi: <http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-13329078>

Peu de temps après le soi-disant assassinat, 30 membres d'un commando des *NavySEALs* sont mystérieusement morts dans un crash d'hélicoptère et maintenant nous apprenons que pas un des milliers de marins à bord du porte-avions *USS Carl Vinson*, n'a été témoin de la soi-disant immersion du cadavre de Ben Laden en mer depuis ce navire. La presse rapporte sans rire que pour des raisons inexplicables, ceci fut tenu secret et non divulgué aux marins du vaisseau. Ceci est supposé être l'explication pour les courriels des marins qui disaient à leurs familles et amis qu'ils n'avaient été les témoins d'aucune obsèque ou quoi que ce soit y ressemblant à bord. Certains spéculent que les NavySEALs furent éliminés avant qu'ils ne commencent à se questionner les uns les autres, et que l'inévitable question: "étais-tu de ce raid" ? commence à sortir de l'unité commando. Apparemment, cela n'intrigue ni les médias ni le public que le gouvernement américain mette la main sur le cerveau de l'organisation terroriste et ne l'interroge pas, sans même montrer la preuve ou présenter des témoins pour coroborer l'affirmation qu'il a bien été tué dans l'opération.

Adolf Hitler affirma que les communistes avaient mis le feu au Reichstag et que des troupes polonaises avaient franchi la frontière et attaqué l'Allemagne. Avec les attentats du 11 Septembre, les Américains ont fait l'expérience de la version de Washington de ces grands mensonges. Un Ben Laden omni-présent mourant de maladies terminales dans un lointain Afghanistan, a défait l'état sécuritaire américain et attaqua au travers même des murs du Pentagone, demandant pour notre système de défense qu'une "guerre contre le terrorisme" soit engagée, guerre qui nous a coûtée nos libertés civiles et a ruiné financièrement le pays, tout cela afin d'empêcher le triomphe d'un homme qui est mort de causes naturelles en Décembre 2001.

url de l'article original: <http://www.paulcraigroberts.org/2012/11/26/the-osama-bin-laden-myth-2/>
~ Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~

Le 9 Mai 2011, le professeur Michel Chossudovsky a republié l'interview de Ben Laden du 28 Septembre 2001 sur Global [Research.ca](http://www.globalresearch.ca)

Interview d'Oussama ben Laden. Oussama nie son implication dans les attentats du 11 Septembre 2001

Afghanistan: «quand je suis revenu, je n'étais plus normal»

Près du tiers des soldats canadiens ayant pris part au conflit afghan ont demandé de l'aide psychologique à leur retour de mission, révèle une étude.

Sylvain Guérette est revenu changé d'Afghanistan: agressivité, perte de sommeil, hyper vigilance. Même si le caporal-chef n'a pas vu les combats de près, une roquette tombée non loin de lui sur la base de Kandahar a fissuré le barrage mental derrière lequel il avait refoulé les mauvais souvenirs de ses précédentes missions. «Quand je suis revenu, je n'étais plus normal.»

Le militaire de 51 ans n'est pas seul à avoir été broyé psychologiquement par la guerre en Afghanistan. Près du tiers des soldats canadiens ayant pris part au conflit ont demandé de l'aide psychologique à leur retour de mission, révèle une étude des Forces canadiennes. Le document, obtenu par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, indique qu'un militaire sur huit a finalement reçu un diagnostic de trouble de santé mentale.

Les Forces armées ont réalisé en 2011 une importante étude épidémiologique pour évaluer la prévalence des problèmes de santé mentale chez les quelque 40 000 soldats qui ont servi en Afghanistan depuis 2001. Une équipe de médecins militaires a analysé le dossier médical de 2045 soldats déployés de 2001 à 2008, afin de déterminer l'importance de ce que les militaires appellent dans leur jargon les «blessures dues au stress opérationnel».

Dans les cinq années qui ont suivi leur retour au pays, 30,2% des militaires ont demandé à obtenir de l'aide psychologique. Au bout du compte, près de la moitié d'entre eux (13,2% de tous les dossiers analysés) ont reçu un diagnostic de trouble de santé mentale.

Le syndrome de stress post-traumatique (TSPT) a été le principal problème observé chez ces vétérans, soit 8% de tous les soldats revenus d'Afghanistan. La dépression et l'anxiété ont affligé une autre tranche de 5,2%.

D'après ces résultats, environ 5400 vétérans du conflit afghan vivaient aujourd'hui avec des séquelles psychologiques de cette mission. Ils s'ajoutent aux 158 morts et 2047 blessés des Forces canadiennes en Afghanistan.

Les auteurs de l'étude soulignent que leurs résultats sous-estiment probablement la réalité, puisqu'ils ne peuvent tenir compte des soldats n'ayant pas réclamé d'aide. Ils citent une autre étude des Forces canadiennes, réalisée en 2002, qui indiquait que les militaires attendaient en moyenne cinq ans et demi avant de consulter.

Risques à Kandahar

Les données de l'étude de novembre 2011 permettent de constater que les soldats déployés à Kandahar, où les Forces canadiennes ont connu leurs plus violents combats, en sont revenus plus traumatisés - 17,1% d'entre eux ont reçu un diagnostic de trouble de santé mentale.

À Kaboul, les affrontements ont été moins marqués, mais 14,5% des soldats déployés dans la capitale afghane ont tout de même souffert de ces problèmes à leur retour. Enfin, les militaires ayant travaillé à la logistique de la mission afghane ont été beaucoup moins touchés. Ainsi, seulement 6,5% d'entre eux ont souffert de troubles psychologiques.

Les auteurs ont constaté que les soldats de l'armée de terre (infanterie, artillerie) couraient deux fois plus de risques d'éprouver des problèmes de santé mentale que ceux provenant de l'aviation et de la marine. L'armée de terre a fourni l'essentiel des troupes de combat, tandis que les deux autres divisions ont contribué davantage au soutien logistique. De plus, le grade militaire influe beaucoup sur la situation, puisque les officiers ont présenté moins de problèmes à leur retour que leurs subalternes.

L'étude ne permet toutefois pas d'établir de lien entre les problèmes de santé mentale et le sexe ou l'âge des soldats. Soulignons que 10% des militaires envoyés en Afghanistan étaient des femmes. La moyenne d'âge du contingent canadien était quant à elle de 36 ans.

Résultats différents

Ces résultats tranchent avec ceux d'une étude similaire réalisée en 1997 auprès des vétérans de la première guerre du Golfe, en 1991. L'analyse menée auprès de 3000 des 4500 soldats canadiens qui ont pris part à ce conflit a conclu que 2,5 % d'entre eux ont souffert de problèmes de santé mentale. Cette

proportion, beaucoup moins élevée, s'explique par la courte durée du conflit et par les combats moins intenses auxquels ont participé des Canadiens, précisent les auteurs de l'étude de 2011.

Sylvain Guérette estime que l'armée prend maintenant plus au sérieux les problèmes de santé mentale. «Ils se sont réveillés. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'aide fournie», estime ce vétéran qui a participé à six missions.

Suivi depuis cinq ans pour des «bibittes» héritées de ses passages en Somalie, en Bosnie et en Haïti, le caporal-chef prend aujourd'hui sa retraite de l'armée. Sylvain Guérette a beau être «libéré» de son service militaire, il sait très bien que les séquelles le suivront encore.

- Avec *William Leclerc*

<http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/le-canada-en-afghanistan/201209/11/01-4573186-afghanistan-quand-je-suis-revenu-je-netais-plus-normal.php>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19